



PROJET DE MARCHE N° B24-06048-CL

A COMPLETER, PARAPHER ET SIGNER

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Madame Julie GALLAND,
agissant en qualité de Directrice de la Recherche Technologique du CEA/Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____
sous le numéro R.C.S _____,
représentée par Madame/ Monsieur _____, agissant en qualité
de _____,

Ou

Le groupement conjoint/solidaire constitué des sociétés suivantes :

La société _____, mandataire solidaire
du Groupement,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____
sous le numéro R.C.S _____,
représentée par _____,
agissant en qualité de _____,

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____

sous le numéro R.C.S _____,

CEA

DG/CEAGRE/DPRSG/SMA

représentée par _____,
agissant en qualité de _____,
La société _____, mandataire solidaire
du Groupement,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____
sous le numéro R.C.S _____,
représentée par _____,
agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS.....	4
ARTICLE 4 - ETENDUE DES TRAVAUX	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 7 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	9
ARTICLE 8 - CONTROLES TECHNIQUES	9
ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS	10
ARTICLE 10 - REUNIONS	10
ARTICLE 11 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES.....	11
ARTICLE 12 - RECEPTION DE L'OUVRAGE.....	11
ARTICLE 13 - GARANTIES	11
ARTICLE 14 - ASSURANCES	12
ARTICLE 15 - DELAI OU PLANNING GENERAL DE REALISATION	12
15.2 - PROLONGATIONS DES DELAIS D'EXECUTION.....	12
15.2.1 - PROLONGATIONS PARTICULIERES.....	12
15.2.2 - PROLONGATIONS DU FAIT DU CEA.....	13
15.2.3 - PROLONGATIONS DU FAIT DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 16 - ARRETS DE CHANTIER	13
ARTICLE 17 - – MONTANT	14
ARTICLE 18 - REVISION DES PRIX	14
ARTICLE 19 - TRAITEMENT DES MODIFICATIONS.....	15
ARTICLE 20 - PENALITES	16
ARTICLE 21 - CLAUSE DE REEXAMEN	18
ARTICLE 22 - – CONDITIONS DE FACTURATION.....	18
ARTICLE 23 - FACTURES - REGLEMENTS	18
ARTICLE 24 - REGIME FISCAL	20
ARTICLE 25 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	20
ARTICLE 26 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	20
ARTICLE 27 - CONCLUSION DU MARCHE	20

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation du :

Lot n° 000 « Installation de chantier »

ci-après dénommé les « Travaux », dans le cadre du projet de travaux de Fit up au bâtiment 41.03 situé sur le site du CEA/Grenoble.

Les Travaux de Fit-up sont dénommés ci-après « l'Ouvrage ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B24-06048-CL avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes :
 - le cahier des charges techniques référencé DPFT/SFETN 2024.106.CH en date du 29/11/2024,
 - la grille de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire référencée 241213-GRE_4103_HN_INC_000-DPG-Fit up V2 en date du 12/11/2024,
 - le planning général de l'opération référencé 4103_DCE_DOC_PLG_502_V002 en date du 18/12/2024,
 - l'analyse du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) référencé 24123615_1-9FILXWL en date du 22/11/2024,
 - le dossier de plans,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022);
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée _____ du _____, **(à compléter par le soumissionnaire)**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 - Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- Annexe n°1 « Planning général de l'opération »,
- Annexe n°2 « Décomposition du Prix Global Forfaitaire »,
- Annexe n°3 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant »,
- Annexe n°4 « Modèle de fiche de travaux modificatifs »
- Annexe n°5 « Modèle de fiche de travaux modificatifs sur devis préalables »
- Annexe n°6 « Répartition par cotraitants »

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

- *Florian MASSIT - Tél. : 06.73.30.79.09*
E-mail : florian.MASSIT@cea.fr
- *Christelle HOEHNE - Tél. : 04.38.78.21.55*
E-mail : christelle.HOEHNE@cea.fr

3.2 - Correspondants commerciaux du CEA

- *Chloé LOISON - Tél. : 06.58.69.84.91*

E-mail : Chloe.LOISON@cea.fr

- Steven YHUEL - Tél. : 06.30.70.52.18
E-mail : Steven.YHUEL@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur :

Tél : 01 69 08 47 50

Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr
RELANCES@cea.fr

3.4 - Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

La société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, domiciliée ZI Grande Ile – Techniparc – 395 rue Dr Mamonnier 38190 Villard-Bonnot, est chargée d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le coordonnateur sécurité et protection de la santé (coordonnateur SPS) est :

- M. Alain CROUX - Tél. : 06.73.00.55.34
E-mail : alain.croux@bureauveritas.com

3.5 - OPC

Un coordonnateur ordonnancement, pilotage et coordination (coordonnateur OPC), chargé d'une mission de coordination en matière d'ordonnancement, de pilotage et de coordination, est en cours de désignation. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement.

3.6 - Correspondant du Titulaire

- M. _____ - Tél. : _____
E-mail : _____ (à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,

Au cas où le correspondant du Titulaire est remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins un mois à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 4 - ETENDUE DES TRAVAUX

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des travaux conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des travaux en dehors de ceux définis dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Le marché comprend des travaux de base, des travaux sur bordereau de prix unitaires (BPU), ainsi que des travaux sur devis préalable pour la prise en compte de travaux supplémentaires liées aux aléas et à la vie de chantier.

4.1 - Travaux de base

Les travaux de base correspondent à l'ensemble des travaux définis au cahier des charges.

4.2 -Travaux sur bordereau de prix

Le présent marché comprend des Travaux sur bordereau de prix :

- Pour d'autres besoins en cours de chantier.

Des bons de commande peuvent ainsi être émis en cours d'exécution du marché sur la base des prix figurant à l'annexe 2 du présent marché.

Les Travaux sur bordereau de prix font l'objet de bons de commandes écrits, émis par le CEA et précisant :

- les références du présent marché,
- le(s) travail(x) concerné(s),
- la quantité avec les libellés demandés,
- les délais.

Les Travaux sur bordereau de prix peuvent être demandés autant de fois que de besoin par le CEA.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail à l'adresse [REDACTED] **(à compléter par le soumissionnaire)**

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis par le CEA pendant la durée du marché, même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de marché.

Le montant total des bons de commande pour la durée du marché ne saurait excéder 30% du montant global et forfaitaire des travaux de base.

Le CEA ne s'engage pas sur une quantité minimale ou maximale de bons de commande pendant la durée du présent marché, le Titulaire ne peut donc prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

4.3 -Travaux sur devis préalable pour la prise en compte de travaux supplémentaires liés aux aléas et à la vie de chantier

En cas de nécessité, le CEA se réserve la possibilité de confier au Titulaire des travaux supplémentaires non prévus au marché. Ces travaux feront l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) selon le modèle joint en annexe n°5 définissant les travaux à réaliser.

Le Titulaire établira son devis détaillé, sur les seuls éléments impactés, sur la base de la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DGPF) annexée au contrat, ou, à défaut de prix unitaires adaptés, sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA.

Le Titulaire établira un devis détaillé, mentionnant la référence du présent marché, les motifs, la nature et les quantités des travaux ainsi que le délai d'exécution. Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des travaux correspondants qu'après avoir reçu la FDMDP dûment acceptée et signée par le CEA, valant ordre de début d'exécution.

Ces travaux supplémentaires sur devis seront plafonnés à 10% du montant total du marché.

Chaque ordre de service envoyé est considéré comme une modification unilatérale du marché, sans rédaction préalable d'un avenant.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 - Connaissance des lieux

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Travaux. Il est toujours réputé s'être assuré sur place de

l'exactitude des cotes et des indications des plans et descriptifs qui lui sont remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

Il reconnaît également avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour réaliser les ouvrages, notamment en ce qui concerne leur place et leur rôle.

Par conséquent, le Titulaire ne peut en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du chantier.

Le Titulaire est informé qu'il pourra intervenir sur une partie de site non réceptionnée par le CEA, partie de site mise à disposition du CEA par le constructeur de la salle blanche. Dans ce cas, des contraintes de co-activité s'imposeront au Titulaire.

5.2 - Conformité aux normes

Les Travaux doivent être exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF, des documents techniques unifiés (DTU) et des Eurocodes en vigueur. Le matériel fourni doit être conforme aux normes de sécurité électrique (électrification et chauffage) en vigueur en France. Il présente une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail. Tout élément du matériel est accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

5.3 - Installations provisoires de chantier sur le site du CEA

Si le Titulaire prévoit, dans le cadre du présent marché, de mettre en place des installations provisoires de chantier sur le site du CEA (ex : bâtiment modulaire...), il doit préalablement signer une convention avec le CEA définissant les modalités et conditions de ces aménagements.

Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention.

Il est précisé que ces installations provisoires de chantier sont la propriété du Titulaire et doivent être installées et enlevées par ce dernier au terme du présent marché. Les frais d'installation et d'enlèvement de ces installations provisoires sont à la charge du Titulaire.

5.4 - Accès au Centre

Les conditions d'accès au Centre sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 2, 9 et 30 mai, et les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification , jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

6.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

6.3 -Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des travaux prévus dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant.

Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre, complet, au correspondant commercial du CEA, Service Achats, au plus tard 21 jours avant le démarrage des Travaux concernés.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

Le recours par le Titulaire à la sous-traitance supérieure ou égale à deux rangs doit rester exceptionnel et être accompagné d'une note montrant en particulier l'adéquation et la robustesse de l'organisation de sécurité à ces multiples niveaux.

6.4 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

6.5 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

6.6 -Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur

ARTICLE 7 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

La mission particulière de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier est assurée conformément aux dispositions du Code du Travail (Loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et ses textes d'application). Elle est assurée par un organisme indépendant du Titulaire.

L'opération objet du présent marché relève de la catégorie 1 au sens du Code du Travail.

Les dispositions relevant de cette mission sont définies par le coordonnateur dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de Santé, qui régit de plein droit les travaux objet du présent marché.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris, en accord avec le Maître d'Ouvrage, toutes dispositions nécessaires au respect des textes précités, tant au niveau de la phase conception qu'à celui de la réalisation.

Le Titulaire agit en concertation avec le coordonnateur. En particulier, il lui donne accès à toutes les réunions qu'il organise et lui envoie, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission de coordination, toutes les études qu'il a réalisées. Il agit également en concertation avec le coordonnateur pour arrêter les mesures d'organisation générale du chantier.

Le Titulaire tient compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve lors de la réalisation de l'ouvrage.

ARTICLE 8 - CONTROLES TECHNIQUES

8.1 - Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Le Titulaire s'engage à ses frais :

- à faire parvenir au Contrôleur Technique (avec copie au CEA) tous les éléments que le Contrôleur Technique estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- à tenir compte de l'ensemble des observations du Contrôleur Technique que le CEA lui transmet pour la mise en œuvre des mesures correctives afin d'aboutir à l'obtention de l'accord sans réserve du Contrôleur Technique, tant au stade des études que de la réalisation de l'Ouvrage.

En cas de désaccord avec le Contrôleur Technique, le Titulaire doit justifier sa position avec l'obligation d'obtenir l'accord du Contrôleur Technique.

8.2 -Le Titulaire prend à sa charge les contrôles de conformité des installations dans le cadre du décret du 14 novembre 1988 et de la norme NFC 15.100.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des travaux qu'il a réalisés, établis par un organisme agréé.

Ce bordereau doit être exempt de toute réserve.

8.3 -Le CEA procède aux contrôles de conformité réglementaires en vigueur à la date de la réception, des installations sauf pour le lot ascenseur (lequel doit ses propres contrôles conformément à la réglementation en vigueur), via un organisme de contrôle réglementaire. Pendant les Opérations de réception, le Titulaire procède à la mise en

conformité des travaux qu'il a réalisés sur la base des contrôles effectués par l'organisme missionné par le CEA. La réception définitive du lot concerné est prononcée définitivement lorsque les rapports de contrôles réglementaires sont vierges de toute non-conformité.

ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit remettre l'ensemble des documents demandés dans le cahier des charges précité ainsi que les documents suivants :

9.1 - Avant les travaux

- un planning prévisionnel détaillé des travaux,
- 30 jours après la date de prise d'effet du présent marché, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS).
- 30 jours après la date de prise d'effet du présent marché, l'ensemble des documents d'études d'exécution.

Ces documents sont remis en 3 exemplaires papiers et électroniques au Maître d'œuvre et au CEA pour validation, laquelle est formalisée par l'apposition du tampon VSO (Vu Sans Observation).

9.2 - En cours de travaux

- le Titulaire doit tenir à jour le planning de ses travaux ainsi que le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC).
- le Titulaire doit soumettre au CEA un programme prévisionnel des opérations de réception, au moins un mois avant la date prévue pour leur réalisation.

9.3 - Format des documents

Tous les dossiers remis par le Titulaire sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous format papier et numérique.

9.4 - Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 10 - REUNIONS

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiennent des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord. Sauf modification concertée, la périodicité est au minimum hebdomadaire. Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- Réunion de lancement des travaux,
- état d'avancement des études et des travaux,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,
- suivi du dossier Qualité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Maître d'Œuvre. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

Dans certains cas, un relevé de décision est établi à l'issue de la réunion et visé par les deux parties pour une mise en application immédiate.

ARTICLE 11 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES

L'installation et le montage des fournitures dans les locaux du CEA sont à la charge pleine et entière du Titulaire et doivent s'effectuer conformément aux dispositions de l'article 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 -RECEPTION DE L'OUVRAGE

Il est fait application du Chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

12.1 -Opérations Préalables à la Réception (OPR)

Le Titulaire avise, à la fois, le CEA et le Maître d'œuvre, de la date prévisible de réception, 1 mois avant cette date par lettre recommandée avec accusé de réception, et propose le planning des opérations préalables à la réception.

Le CEA dispose de 5 jours à compter de la proposition du Titulaire pour faire connaître son acceptation ou refus du planning proposé.

Le Maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le Maître d'œuvre et signé par lui et par le Titulaire. En cas d'absence du Titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Le Maître d'œuvre fait connaître au Titulaire s'il a ou non proposé au CEA une visite de réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date qu'il a proposée de retenir.

L'absence de remise d'un DOE provisoire peut constituer un motif de refus de réception.

12.2 -Réception

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'œuvre, le CEA prononce la décision concernant la réception qui peut être : réception avec ou sans réserve, ou refus de réception.

La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les 10 jours suivant la date de visite de réception de l'Ouvrage.

La date de réception de l'Ouvrage mentionnée au PV de réception est le point de départ de l'ensemble des garanties.

12.3 -Mise à disposition partielle

Certains ouvrages ou parties d'ouvrages pourront faire l'objet d'une mise à disposition partielle, avant l'achèvement de l'ensemble des Travaux, dans les conditions précisées à l'article 34.2 des CGA.

ARTICLE 13 - GARANTIES

Les garanties prévues au titre du présent marché sont les garanties légales et les garanties prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à intervenir pour réparer les désordres au plus tard dans les 24 heures suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

Il est entendu que l'envoi du courrier électronique doit être précédé d'un entretien téléphonique avec le responsable technique du Titulaire en vue d'un diagnostic.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a libre accès aux installations, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions

générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

A dater de la notification des désordres par le CEA, le Titulaire dispose d'un délai de 3 jours calendaires pour y remédier, sauf cas d'urgence (sécurité ou impératif de fonctionnement) où ce délai doit être réduit et sera défini d'un commun accord entre les parties. Passé ce délai, le CEA peut appliquer les pénalités mentionnées à l'article 20.2 - ci-après et faire procéder aux travaux par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'indisponibilité d'éléments d'équipements, la période de garantie de bon fonctionnement est prolongée d'une durée équivalente au temps d'arrêt des éléments d'équipement.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 15 - DELAI OU PLANNING GENERAL DE REALISATION

15.1 - Le Titulaire s'engage à réaliser les Travaux objet du présent marché conformément au planning général de l'opération précité à l'Article 2 - du présent marché. La durée globale du projet est applicable à compter de la date de démarrage des Travaux.

15.2 -Prolongations des délais d'exécution

15.2.1 - Prolongations particulières

Les retards ou interruptions qui peuvent intervenir en cours d'exécution des Travaux et pour lesquels le Titulaire n'est pas responsable, font l'objet d'ajustements correctifs au planning d'exécution, d'un commun accord entre les parties.

Il peut s'agir, principalement :

- des délais inhérents au processus réglementaire (délais d'instruction par les autorités compétentes),
- de cas de force majeure, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, notamment, le code civil.
- d'intempéries, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, notamment, le code du travail, au-delà de 15 jours consécutifs ou non que le Titulaire est présumé avoir anticipé dans son planning.

Les journées d'intempéries doivent faire l'objet d'une information au CEA le jour même de l'intempérie pour constater l'interruption effective sur le chantier du travail impacté et être dûment justifiées par la production soit de la déclaration correspondante aux Caisses de Congés Payés, soit du relevé de la station météorologique la plus proche établissant que l'on se situe dans un des cas d'intempéries définis ci-après :

CAUSES	LOTS/TRAVAUX	CRITERE
GEL (température mesurée à 8H00)	Terrassements/ VRD	≤ -1°C
	Gros Œuvre	≤ -3°C
	Charpente	≤ -3°C
	Dallage	≤ -3°C
	Couverture/étanchéité	≤ -1°C
	Vêtures métalliques /menuiseries extérieures	≤ -1°C

BARRIERE DE DEGEL	Tous corps d'états	Sur justification d'une impossibilité d'assurer des livraisons programmées
PRECIPITATIONS (hauteur précipitations)	Terrassements/ VRD	≥ 10 mm
	Gros Œuvre	≥ 15 mm
	Couverture/étanchéité	≥ 10 mm
	Charpente/vêtures métalliques/ menuiseries extérieures	≥ 15 mm
RAFALES DE VENT (vitesse de pointe)	Gros Œuvre	≥ 72 km/h
	Couverture/étanchéité	≥ 72 km/h
	Vêtures métalliques/ menuiseries extérieures	≥ 72 km/h
	Charpente	≥ 72 km/h
NEIGE	Gros Œuvre	chute journalière ≥ 10 mm, restant au sol
	Couverture	
	Vêtures métalliques/ menuiseries extérieures	
	Charpente	
	Terrassements/ VRD	

Le Titulaire ne peut pas invoquer les cas d'intempéries indiqués ci-dessus pour solliciter un ajustement du planning s'ils s'appliquent suite à des retards ou suspensions des travaux en cours d'exécution de son fait.

15.2.2 -Prolongations du fait du CEA

Les retards ou suspensions qui peuvent survenir en cours d'exécution des Travaux du fait du CEA et pour lesquels la responsabilité du Titulaire ne peut pas être engagée font également l'objet d'ajustements correctifs au planning d'exécution.

15.2.3 -Prolongations du fait du Titulaire

Les retards ou suspensions qui peuvent survenir en cours d'exécution des Travaux du fait du Titulaire ne peuvent en aucun cas être invoqués par lui pour solliciter un quelconque ajustement du planning d'exécution. Le non-respect des délais de ce planning entraîne l'application de pénalités de retard prévues à l'Article 20 - ci-après. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux modifications du fait du Titulaire acceptées par le CEA.

ARTICLE 16 -ARRETS DE CHANTIER

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les Travaux exécutés par le Titulaire.

Le présent article « arrêts de chantier » s'applique, seulement et seulement si, le Titulaire ne peut pas utiliser les ressources humaines en arrêt au titre d'un évènement nécessitant l'arrêt des travaux, sur une autre partie du chantier non arrêtée à ce titre. Il ne s'agit en aucun cas d'un arrêt de chantier sur une zone mais d'un arrêt de tout le chantier, objet du présent marché.

16.1 - Arrêts de chantier programmés

Un arrêt de chantier programmé est un arrêt de chantier pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec au moins un délai de préavis de cinq (5) jours calendaires. Les jours de fermeture du Centre sont considérés comme des arrêts de chantier programmés.

Les arrêts de chantiers programmés ne donnent pas lieu à rémunération du Titulaire et n'ouvrent droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

16.2 - Arrêts de chantier inopinés

En cas d'arrêt de chantier inopiné du fait du CEA, une indemnisation est due au Titulaire au-delà d'une franchise d'une journée d'arrêt et ne peut pas excéder trois jours de chantier à compter de la date de notification de l'arrêt.

Le montant de l'indemnisation est fixé à un pour mille du montant hors taxes du marché par jour ouvré d'arrêt.

Le règlement des sommes éventuellement dues par le CEA au titre des arrêts de chantier inopinés intervient après la réception de l'Ouvrage et mise en place de l'avenant correspondant.

Les arrêts de chantier inopinés du fait d'évènements tels que ceux visés à l'article 15.2.1 - ne donnent pas lieu à indemnisation mais peuvent faire l'objet d'ajustements correctifs au planning d'exécution dans les conditions énoncées audit article.

16.3 - Reprise du travail

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 48 heures après l'avertissement par le CEA, (notification par email du CEA / MOE / OPC), de la fin de l'indisponibilité.

16.4 - Délai contractuel

Les arrêts de chantier inopinés du fait du CEA donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraînent la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

ARTICLE 17 — MONTANT

17.1 -Montant des travaux de base

Le montant ferme et forfaitaire de l'ensemble des travaux de base est de [REDACTED] **Euros hors taxes** ([REDACTED] Euros hors taxes).

Ce prix comprend toutes les sujétions afférentes aux dits travaux

17.2 -Montant des travaux sur BPU

Le montant total des bons de commande pour la durée du marché ne saurait excéder 30% du montant global et forfaitaire des travaux de base.

17.3 -Montant des travaux supplémentaires sur devis préalables

Le montant plafond de la part estimative sur devis préalable pour la prise en compte de prestations supplémentaires liées à la vie de chantier et aux aléas est plafonné à 10% du montant en euros hors taxes du montant total du marché.

Ce montant ne constitue aucun engagement de dépense par le CEA.

ARTICLE 18 -REVISION DES PRIX

La part du montant des Travaux non réalisés à la date de démarrage des travaux (sur ordre de service transmis aux entreprises) et restant à effectuer peut-être révisée à la demande du Titulaire ou du CEA, dans le cadre et les limites de la réglementation des prix en vigueur ou à venir et sont réputés établis sur la base des conditions économiques

du mois de remise de l'offre finale par le Titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro » et correspond au mois de _____ 2025.

Cette révision ne sera applicable que si le démarrage des travaux est reporté de plus de 3 mois par rapport au planning général initial.

Les prix sont révisés une fois à la date de démarrage des travaux dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,20 + 0,80 \times \frac{BT01}{BT01_0})$$

dans laquelle :

P = Montant révisé de la part des Travaux non réalisés et restant à effectuer.

P₀ = Montant initial des Travaux non réalisés à la date de démarrage des Travaux et restant à effectuer.

BT01₀ = Valeur de l'index « tous corps d'état » (BT01) à la date de notification du marché.

BT01 = Dernière valeur connue de ce même index au mois de révision des prix.

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Grenoble sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit le mois de révision des prix.

Au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

ARTICLE 19 -TRAITEMENT DES MODIFICATIONS

Au sens du présent marché, une modification correspond à un changement ou à une évolution des dispositions d'un ou plusieurs des documents précités à l'Article 2 -.

Toute modification, émanant d'une initiative du CEA ou d'une proposition du Titulaire, ne peut revêtir un caractère exécutoire qu'après accord préalable et écrit du CEA.

Si des prestations n'entrant pas dans le cadre des documents précités étaient réalisées sans l'accord préalable et écrit du CEA, non seulement le Titulaire n'en obtiendrait aucune rémunération, mais il devrait prendre à sa charge, si le CEA le demande, la remise en état initial et les frais en découlant.

S'il s'agit d'une initiative du Titulaire, le CEA décide de l'opportunité de donner suite ou non à la proposition. En cas de décision favorable, il statue, en liaison avec le Titulaire, sur le mode de prise en compte contractuelle de la modification décidée.

L'éventuelle incidence financière de la modification sur les coûts annoncés par le Titulaire doit être examinée entre le CEA et le Titulaire pour validation, étant entendu que les plus-values et/ou moins-values sont calculées, dans la mesure du possible, sur la base des coûts de la décomposition du prix global et forfaitaire jointe à l'offre du Titulaire.

Dans les cas où des plus-values ne pourraient être calculées sur la base des coûts de la décomposition du prix global et forfaitaire jointe à l'offre du Titulaire figurant en annexe 2, les nouveaux prix seront réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date du devis correspondant.

Les modifications sont de deux types :

- Les modifications du besoin (FM),
- Les travaux supplémentaires sur devis préalable pour la prise en compte des travaux supplémentaires liées aux aléas et à la vie de chantier (FDMDP) tel que prévu à l'article 4.3 supra

Le prix détaillé des modifications en plus ou en moins sera établi à partir des prix figurant dans les décompositions de prix forfaitaires en annexe du marché.

A défaut de prix unitaires adaptés dans le marché, le Titulaire établira un devis détaillé soumis à approbation du CEA. La décomposition de l'impact financier est à décrire suivant la même décomposition et aux mêmes conditions économiques que le Marché (mois de remise de l'offre).

Sur la base des principes précédemment énoncés, le Titulaire doit clairement faire apparaître dans ses devis, pour chaque poste, les conditions économiques associées, de façon à permettre au CEA d'identifier précisément les montants correspondants à des nouveaux prix (établis aux conditions en vigueur à la date d'établissement du devis) et les montants fixés sur la base des coûts de la décomposition du prix global et forfaitaire jointe à l'offre du Titulaire figurant en annexe 2 (réputés établis aux conditions en vigueur à la date de notification du présent marché)

Pour toute modification, le Titulaire établit une fiche de modification, conforme au modèle joint en annexe n° 5, qui indique, avant tout commencement d'exécution :

- son origine,
- son contenu détaillé,
- l'analyse de son impact sur le projet (corrections de prestations ou fournitures antérieures et modifications de prestations ou fournitures à venir),
- son incidence sur les performances techniques,
- son incidence sur le planning,
- son incidence financière éventuelle détaillée, à la hausse comme à la baisse, par cotraitant en cas de groupement.

Une copie de cette fiche doit être transmise au correspondant du Service Achats par le Titulaire.

L'Ordre de Service (OS) correspondant est établi après acceptation de cette fiche par le CEA.

La modification n'a pas de conséquence sur le montant du forfait ni sur le planning contractuel dans les cas suivants :

- la modification n'a pas d'impact sur la réalisation des Travaux incombant au Titulaire,
- la modification résulte d'un oubli, d'une erreur, d'une mauvaise appréciation ou d'une négligence du Titulaire,
- la modification est liée à une remarque de l'organisme de contrôle pour des travaux mal appréciés par le Titulaire (oubli, erreurs, mauvaise appréciation, négligence),

Seules les incidences financières des modifications du besoin (FM) prises en compte et dûment acceptées par le CEA, font l'objet d'un avenant au présent marché qui permet les règlements supplémentaires éventuels.

L'avenant regroupe une série de fiches de modification. Tout avenant est établi au mieux six mois à compter de la date de la première fiche de la série des fiches de modification. Il prend en compte toutes les fiches de modification, qui ont recueilli l'accord sans réserve du CEA et du Titulaire, établies au cours des quatre mois suivant l'établissement de la première fiche.

ARTICLE 20 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

20.1 - En cas de non-respect de l'une quelconque des étapes-clés de réalisation fixées au planning général de réalisation précité ou bien lors d'une réunion de chantier, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 150 Euros jour calendrier de retard.

Les pénalités intermédiaires sanctionnant le retard par rapport à (aux) date(s)-jalon mentionnée(s) au planning général de réalisation, qui seraient appliquées au Titulaire, peuvent lui être rétrocédées si le délai final de réception des travaux défini à l'Article 15

- parvient à être tenu, si le retard n'a pas occasionné de conséquences techniques financières ou de délai sur les autres lots.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de **10%** du montant HT du marché.

20.2 - Le Titulaire encourt en outre les pénalités suivantes :

- Non restitution du badge CEA en fin de travaux : 100 Euros par badge.
- Non-respect du protocole clean-concept : 500 Euros par infraction et par jour de constat.
- Non-respect des délais de levée de réserves tels que stipulés sur le Procès-verbal de réception : 150 Euros par jour calendaire de retard.
- Non-respect des délais de réparation pendant la période de garantie : 150 Euros par jour calendaire de retard.
Absence non justifiée aux réunions de chantier, aux réunions organisées par le CSPS, le maître d'œuvre, ou le maître d'ouvrage: 150 Euros par absence
- Non-respect des délais pour la remise de document tel que demandé dans le CR d'OPC et/ou de MOE : 150 Euros par jour calendaire de retard.
- Non-respect des délais contractuels pour la remise au CEA ou aux autres intervenants (MOE, CSPS, Contrôleur technique, OPC...) des documents dus au titre du présent marché : pénalité journalière fixée à 150 Euros par jour calendaire de retard.
- Non-respect de transmission de la demande de sous-traitance avant le commencement des travaux sur le chantier : 500 Euros par manquement constaté
- Non-respect d'une règle de sécurité entraînant un arrêt de chantier : 500 Euros par jour d'arrêt de chantier
- Non-respect d'une règle de sécurité entraînant un arrêt de poste : 200 Euros par jour d'arrêt de poste
- Non-respect des délais pour la remise du DOE définitif : 300 Euros par jour calendaire de retard
- Absence de nettoyage du chantier ou des abords : 500 Euros par manquement constaté.
- Absence de nettoyage du chantier entraînant un arrêt de chantier : 500 Euros par manquement constaté.
- Evacuation de la salle blanche suite à une mauvaise préparation des travaux : 5000 Euros par situations constatées
- Pollution de la Salle Blanche : 2500 Euros par situations constatées
- Absence de nettoyage des voies CEA : 300 Euros par manquement constaté.
- Brûlage ou enfouissement de déchets : 300 Euros par manquement constaté.
- Création d'un risque de pollution des sols, de l'eau ou des réseaux : 300 Euros par manquement constaté.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de **10%** du montant HT du marché.

20.3 -Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 20.1 - 20.2 -, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 150 Euros par jour calendaire de retard.

20.4 - Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 21 -CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché peut être modifié sans nécessité de conclure un avenant dans les cas suivants :

1. En cas de modification des conditions d'exécution des travaux imposées par la maîtrise d'ouvrage impactant le planning général de l'opération.
2. En cas de demandes complémentaires du CEA impactant la tenue du planning général de l'opération.

Les modifications permises dans le cadre de la présente clause pourront concerner :

- L'ajustement des délais d'exécution sans impact financier sur le montant du marché
- La mobilisation de ressources supplémentaires (humains, matériels) pour assurer la continuité des travaux sans impact financier sur le montant du marché.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision du CEA.

ARTICLE 22 — CONDITIONS DE FACTURATION

Travaux de base, tranches optionnelles comprises :

- 90 % du montant TTC du marché sur situations mensuelles acceptées par le CEA et proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début du chantier,
- 5 % du montant TTC du marché à la réception,
- 5 % du montant TTC du marché à la levée de la dernière réserve mentionnée sur le PV de réception. Ce terme est réglé en même temps que le terme précédent si aucune réserve n'est mentionnée sur le PV de réception.

Avant la fin de chaque mois, le Titulaire du présent marché remet au Maître d'œuvre et au CEA, pour vérification, le projet de décompte mensuel établissant le montant, conformément aux dispositions de l'article 29 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Travaux sur bordereau de prix :

La facturation est établie mensuellement à terme échu comme suit:

- 100% du montant des bons de commande émis sur la base des montants indiqués à l'annexe 2, après acceptation sans réserve par le CEA des Travaux du mois considéré

Travaux supplémentaires sur devis préalable:

Les travaux associés à chaque FDMDP seront facturés à 100% après acceptation sans réserve par le CEA des Travaux objets de la FDMDP, dans la limite du plafond fixé à l'article 4.3 du marché.

Au-delà de ce plafond, les travaux ne pourront être facturés par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant.

ARTICLE 23 -FACTURES - REGLEMENTS

23.1 -Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

23.2 - - Modalités de facturation du groupement

Si le groupement est conjoint

Chaque cotraitant présente les factures relatives à sa part du marché.

Il incombe au mandataire de vérifier le décompte établi par chaque cotraitant.
Le CEA règle les sommes dues aux différents cotraitants du groupement selon la répartition jointe à la facture du mandataire dans la limite des sommes dues à chaque cotraitant tel qu'indiqué à l'annexe 6 du présent marché, et après validation des factures par la maîtrise d'œuvre.

Si le groupement est solidaire :

Le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures.
Il incombe au mandataire de vérifier le décompte établi par chaque cotraitant.
Les prestations exécutées font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert par le mandataire commun.

ARTICLE 24 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 25 -JURIDICTION COMPETENTE **[Si fournisseur FR]**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 26 -LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE **[si fournisseur étranger]**

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.
Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 27 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (DAST)
DE RANG 1 (MARCHÉ BANAL SANS RGPD)**

***(à remplir par le Titulaire du marché ou le soumissionnaire, sauf la rubrique 7 qui doit
être remplie par le sous-traitant)***

Version du 21/09/2020

**Merci de remplir de préférence informatiquement votre DAST par souci de
lisibilité.**

**Tous les champs concernés par la présente DAST doivent obligatoirement
être complétés.**

Référence* du marché CEA :

*(*Lorsque la DAST est transmise après la notification du marché, la référence commence par 4000, 500000 ou 520000)*

**Ce formulaire de demande d'acceptation est destiné à présenter le sous-traitant et les
prestations sous-traitées.**

**Il a également pour objet de soumettre à l'agrément du CEA les conditions de paiement
direct du sous-traitant de rang 1 uniquement.**

En cas de pluralité de sous-traitants, il est établi un formulaire par sous-traitant.

**Si le présent formulaire n'est pas complété dans son intégralité, il ne pourra pas être
validé par le CEA. Le sous-traitant ne sera donc pas accepté.**

Cocher la ou les cases concernées ci-dessous :

- ☐ Si la demande intervient **avant la notification du marché**, le présent formulaire vaut
demande d'acceptation du sous-traitant.
- ☐ Si la demande intervient **après la notification du marché** :
- ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance ;
- ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance modificatif si la demande
initiale a été modifiée.

1 - MARCHE CONCERNE

DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE DU MARCHE (OU DU SOUMISSIONNAIRE) :

OBJET DU MARCHE :

REFERENCE* DU MARCHE :

(*Lorsque la DAST est transmise après la notification du marché, la référence commence par 4000, 500000 ou 520000)

2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUS-TRAITANT DE 1ER RANG

DENOMINATION SOCIALE :

ADRESSE :

CODE POSTAL : | | | | | VILLE :

TELEPHONE : | | | | | | | | | | MEL: @

N° INSCRIPTION AU RCS : | | | | | | | | | |

N° SIRET DE L'ETABLISSEMENT QUI FACTURE : | | | | | | | | | |

N° SIRET DE L'ETABLISSEMENT INTERVENANT : | | | | | | | | | |

PME : ☐ OUI ☐ NON

CODE APE : | | | | | |

N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : | | | | | | | | | |

APPARTENANCE A UN GROUPE : ☐ OUI ☐ NON

(SI OUI, INDIQUER LEQUEL) :

NOM, PRENOM ET QUALITE DE LA PERSONNE HABILITEE A ENGAGER L'ENTREPRISE** :

(**La personne indiquée ici doit être la même que celle renseignée en partie 7)

PRESENCE DU SOUS-TRAITANT SUR SITE CEA :

☐ OUI – SI OUI, PRECISER LE LIEU D'EXECUTION :

☐ NON

CERTIFICATIONS (QUALIBAT, AFNOR, CEFRI, ...) :

REFERENCES RECENTES DU SOUS-TRAITANT DANS LE DOMAINE DU MARCHE CONCERNE (prestations exécutées pendant les trois dernières années) :

NOM DU CLIENT		Montant des prestations (en K€)	PRESTATIONS (Date, lieu, objet)
1			
2			
3			
4			

■ **ACCIDENTS DU TRAVAIL DU SOUS-TRAITANT AU COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES (POUR L'ETABLISSEMENT INTERVENANT) :**

[MERCI DE REMPLIR CETTE SECTION TELLE QU'ELLE APPARAÎT SUR L'ATTESTATION DES INDICATEURS DES RISQUES PROFESSIONNELS² (METTRE 0 SI 0, METTRE UN « TIRET » SI « TIRET », METTRE NC SI NC, ...)]

Taux \ Années	n-3		n-2		n-1	
	Statistiques nationales ²	Statistiques sous-traitant ³	Statistiques nationales ²	Statistiques sous-traitant ³	Statistiques nationales ²	Statistiques sous-traitant ³
Code risque retenu ¹ : _ _ _ _ _ _ _						
Taux de fréquence						
Taux de gravité						

¹ Le code risque est attribué à une société par l'Assurance Maladie en fonction de l'activité exercée par la majorité de ses salariés, à des fins de tarification et de prévention. La société peut posséder plusieurs codes risque mais c'est celui correspondant aux prestations sous-traitées qui doit être renseigné ;

² Renseigner les statistiques nationales (taux de fréquence et de gravité) correspondantes au code risque. Les éléments se trouvent sur l'attestation des indicateurs des risques professionnels délivrée sur le site

<https://www.net-entreprises.fr> pour l'établissement intervenant. Compléter les statistiques telles qu'elles apparaissent sur l'attestation.

³ Statistiques (taux de fréquence et de gravité) du sous-traitant (établissement intervenant). Compléter les statistiques telles qu'elles apparaissent sur l'attestation des indicateurs des risques professionnels.

■ **LE SOUS-TRAITANT EMPLOIE DES SALARIES DETACHES TRANSNATIONAUX :**

[COCHER « OUI » UNIQUEMENT SI LE SOUS-TRAITANT EMPLOIE DES SALARIÉS ÉTRANGERS DE NATIONALITÉ HORS UNION EUROPEENNE DANS LE CADRE DE LA SOUS-TRAITANCE]

☐ OUI ☐ NON

Si oui, joindre la pièce n°5 figurant dans la rubrique n°8 du présent document.

Il est rappelé au Titulaire qu'il est tenu de demander au sous-traitant la communication des pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ainsi que les salariés français détachés en France par leur société étrangère (ne nécessitant pas d'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail).

3- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

■ Nature des prestations sous-traitées* :

.....
.....

*(*Indiquer ici la liste des prestations sous-traitées et non l'objet du marché)*

4- PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant sollicite le paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

[REEMPLIR UNE DES DEUX PARTIES CI-DESSOUS (A OU B)]

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : %
- Montant HT : €
- Montant TTC : €

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : €

5 - CONDITIONS DE PAIEMENT

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

■ Nom de l'établissement bancaire :

.....

■ Numéro de compte :

.....

■ Échéancier et conditions de facturation du contrat de sous-traitance :

.....

.....

.....

6- CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

- Dans le cas où le marché n'est ni cédé ni nanti, le Titulaire coche uniquement la case suivante :

☐ Le marché n'est ni cédé ni nanti.

- Dans le cas où le marché est cédé ou nanti, le Titulaire coche les cases de l'une des hypothèses suivantes, selon la situation dans laquelle il se trouve. A défaut, le paiement direct du sous-traitant sera impossible :

1^{ère} hypothèse : ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit que le montant de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché public ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse : ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif**

En conséquence :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

7 - ATTESTATION DU SOUS-TRAITANT

(à remplir impérativement par une personne habilitée à engager le sous-traitant)

Je soussigné(e), M./Mme [NOM, Prénom, qualité de la personne]
habilité(e) à engager la
personnalité morale de la société [Nom de la société]
atteste sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus :

- aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité) ;
- aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité) ;

b) être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

c) que les renseignements figurant en rubrique 2 de la présente demande d'acceptation sont exacts.

Fait à :
Le (date) :

LE SOUS-TRAITANT
Signature et tampon

Nom, Prénom et qualité du signataire

8- DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT

(à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)

- 1- Une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise ;
- 2- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire ;
- 3- Les attestations d'assurance civile, professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité ;
- 4- Dans le cas d'emploi de salariés détachés, une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;

(Pour toute demande d'acceptation d'un sous-traitant, le CEA refusera, en cas de détachement de salarié(s) transnational, tout formulaire non accompagné de la déclaration de détachement).

- 5- L'attestation des indicateurs des risques professionnels délivrée sur le site <https://www.net-entreprises.fr> pour l'établissement intervenant.
- 6- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidats étrangers, **datant de moins de six mois.**

9- SIGNATURE DES PARTIES

Signature des parties	
Le titulaire ou le soumissionnaire	<p>Nom, prénom et qualité du signataire :</p> <p><i>Signature et tampon :</i></p> <p>Date :</p>
Le sous-traitant	<p>Nom, prénom et qualité du signataire :</p> <p><i>Signature et tampon :</i></p> <p>Date :</p>
<p>Avis du Responsable d'unité technique CEA</p> <p>Favorable <input type="checkbox"/></p> <p>Défavorable <input type="checkbox"/></p>	<p>Nom, prénom :</p> <p><i>Signature :</i></p> <p>Commentaires :</p> <p>Date :</p>
<p>Décision du CEA en application du Code d'organisation du CEA et des circulaires d'application</p> <p>Accord <input type="checkbox"/></p> <p>Refus (à motiver*) <input type="checkbox"/></p>	<p>Nom, prénom :</p> <p><i>Signature :</i></p> <p>Commentaires :</p> <p>Date :</p>

* Les motifs de refus sont par exemple : le montant de la sous-traitance anormalement bas, les capacités insuffisantes du sous-traitant qui sont susceptibles de nuire à la bonne exécution du marché public, le sous-traitant qui tombe sous le coup d'une interdiction de soumissionner, l'existence d'un nantissement ou d'une cession de créance qui ferait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

